



Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 3 décembre 2024

Le 3 décembre 2024, à 18 heures 00, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, publiée le 27 novembre 2024 et transmise par voie électronique le 26 novembre 2024, et sous la présence de ce dernier.

PRESENTS : M. BERNOS Michel, M. PATRIARCHE Nicolas, M. DUDRET Victor, M. DAVANTES Jean-Charles, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. URBAN Jean-Claude, M. FAUX Jean-Pierre, M. MAUBOULES Patrick, M. PARIS Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. DAROQUE Jean-Baptiste, M. LASSALLE Philippe, M. POILLION Jean, M. MALO Serge, M. BERNIARD Claude, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge, Mme HORROD Vanessa, M. LESCOUE Frédéric, M. VERMESSE Bruno, M. BÉGUÉ Gérard, Mme HOURCADE-MEDEBIELLE Véronique, M. LACRABERE Francis, M. LABAT Léopold, Mme CORMY Céline.

ABSENTS EXCUSES : M. RHAUT Jean-Christophe, M. CAPERET Alain, M. CABANNE Pascal, Mme DAUGAS Sylvie, M. CARRIQUIRY Gérard, M. GAUZERE Guy, M. CLAVERIE Didier, M. ROTH Patrick (représenté par M. DAROQUE Jean-Baptiste, délégué suppléant), M. SOUDAR Denis, M. GERMAIN Eric (présenté par Mme HORROD Vanessa), M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCOUE Frédéric, délégué suppléant), M. BURON Patrick, M. DUMAS François, Mme JOUANINE Marie-Hélène (représentée par Mme CORMY Céline, déléguée suppléante), M. RANGOTTE Pierre.

ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR : M. POURTAU Xavier a donné procuration à M. BERNOS Michel, M. MORA Pascal a donné pouvoir à M. DUDRET Victor, M. MAZODIER Frédérick a donné procuration à M. MAUBOULES Patrick.

Secrétaire de séance : M. PARIS Gérard.

Délibération n° 60-2024 – Participation patronale prévoyance et adhésion à la convention du Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques à la protection sociale complémentaire - prévoyance

Rapporteur : Monsieur Nicolas PATRIARCHE

Le Rapporteur rappelle que **la réglementation en vigueur** prévoit la participation financière obligatoire des employeurs publics territoriaux et de leurs établissements à la couverture de leurs agents en matière de Prévoyance (« maintien de la rémunération ») à partir du 1^{er} janvier 2025.

Les modalités de mise en œuvre de cette participation sont précisées par ordonnance et par décrets :

- Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
- Ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;
- Décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement.

Le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques a lancé une consultation, mutualisée au niveau de la coopération régionale des CDG de la Nouvelle-Aquitaine, en vue de **conclure une convention de participation à adhésion facultative des collectivités et des agents couvrant le risque dit « Prévoyance »**.

À la suite de cette consultation, le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques, après avoir recueilli l'avis favorable du CST Intercommunal le 27 juin 2024 et après avoir délibéré (DÉLIBÉRATION N° DG8-280624 du 28 juin 2024), **a souscrit le 11 juillet 2024 une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de la MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE (MNT)** ayant comme courtier RELYENS pour une durée de six (6) ans.

Cette convention prend effet le 1^{er} janvier 2025 avec échéance le 31 décembre 2030.

Les collectivités peuvent adhérer librement à cette convention à compter du 1^{er} janvier 2025 et tout au long de la convention. Cette adhésion ainsi que le montant de la participation financière de la collectivité doivent être décidés par délibération, après avis du CST compétent.

Il appartient à chaque agent de la collectivité de décider d'adhérer par contrat individuel aux garanties et taux proposés auxquels il souhaite souscrire dans le cadre de cette convention de participation avec a minima les garanties obligatoires : incapacité et invalidité.

Il est rappelé que la participation financière du Syndicat doit être attribuée **de manière exclusive à une seule modalité de participation**. Il est proposé de fixer le niveau de participation financière du Syndicat à hauteur de 40 € brut par agent et par mois, dans la limite de l'intégralité de la cotisation de l'agent.

Ainsi, si le Syndicat décide de souscrire à la convention de participation du CDG 64, **sa participation financière ne pourra être versée qu'aux contrats des agents adhérant à cette convention. Elle ne pourra pas ou plus être allouée à des contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés.**

Vu la délibération du Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques N° DG8-280624 en date du 28 juin 2024 actant la candidature retenue afin de conclure la convention de participation pour le risque « Prévoyance »,

Vu la notification du Centre de Gestion de la Gironde (en qualité de coordonnateur de la coopération régionale) de l'obtention de l'offre à la suite de l'appel public à concurrence, le 17 juillet 2024 auprès de la MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE (MNT) avec pour courtier RELYENS,

Vu la convention de participation signée entre le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques et la MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE (MNT) ayant comme courtier RELYENS en date du 11 juillet 2024,

Vu l'avis favorable du Comité social territorial intercommunal en date du 10/10/2024,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, décide :

D'ADHÉRER à la convention de participation à adhésion facultative pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques et la MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE (MNT) ayant comme courtier RELYENS, **à effet du 1^{er} janvier 2025 ;**

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'adhésion à la convention de participation du CDG 64 et tout acte en découlant ;

D'ACCORDER de manière exclusive sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité **ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le**

risque « Prévoyance » du CDG 64 quel que soit leur temps de travail au sein de la collectivité ;

DE FIXER le niveau de participation financière du Syndicat à hauteur de 40 € brut, par agent et par mois, dans la limite de l'intégralité de la cotisation de l'agent,

La participation est versée directement à l'agent par le biais de son bulletin de salaire ;

DE PRÉCISER que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 25 Pouvoirs : 3 Nombre de votants : 28

Vote – Pour : 28 / Contre : 0 / Abstention : 0

Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :
Michel BERNOS



Syndicat Mixte d'Eau Potable
de la région de Jurançon

Signature du secrétaire de séance :
Gérard PARIS

